Pas de traitement de faveur pour la Suisse

Autor(en): **Engert, Jürgen**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **35 (1989)**

Heft 12

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-848055

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

La politique intérieure suisse: parfois un peu ennuyeuse aux yeux d'un Hongrois; rarement encline, en revanche, à choisir des solutions extrêmes. (Salle du Conseil national. Photo: Keystone)

contacts très étroits dans le domaine économique, ce qui est particulièrement intéressant dans l'optique hongroise: on peut, pour des raisons politiques, rejeter l'adhésion à la CE, sans empêcher pour autant une collaboration sur le plan économique. Cela n'est cependant possible que lorsqu'il s'agit d'une puissance économique telle que la Suisse. Mais même si elle ne se fait que dans une mesure restreinte et compte tenu de la situation de la Hongrie, la transposition des qualités suisses peut aider la Hongrie dans ses efforts visant à devenir un pays véritablement européen, dans l'esprit de traditions démocratiques et chrétiennes séculaires.

József Martin, Budapest

Sources

- Lionel Richard. «La Suisse – vue de Paris». Annuaire 1987 de la NSH: La Suisse et le monde. Edité par Jürg Altwegg. Editions Sauerländer, Aarau.
- Gideon Rosa. «Impressions d'un pays riche». Tages-Anzeiger du 30 juillet 1988 (traduction du texte brésilien en allemand pour le «Tages-Anzeiger»: Marc D. Herzka)
- József Martin. «La Suisse vue par un Hongrois».
- Jürgen Engert. «Pas de traitement de faveur pour la Suisse». Politik und Wirtschaft, Nr. 9/1989.
- Peter M. Lingens. «Pas de sagesse, mais de la petitesse». Politik und Wirtschaft, Nr. 9/1989. Neue Zürcher Zeitung» du 20 juillet 1989.

Certains articles on dû être légèrement abrégés; une partie des titres sont de la rédaction de la Revue Suisse.

Nous remercions très sincèrement les auteurs et les éditeurs pour le droit de reproduction.

Pas de sagesse, mais de la petitesse

En renonçant à devenir membre de la CE, la Suisse galvaude la possibilité qu'elle aurait eue de participer à la construction de l'Europe de demain. Cela peut être dommageable pour elle, car la Suisse, même si elle était simplement associée à la CE, ne pourrait pas échapper aux effets de la politique européenne. Mais il est surtout dommage pour l'Europe que la Suisse se tienne à l'écart, parce que ses principes républicains, son libéralisme et son pluralisme linguistique et religieux pourraient servir de modèle à la Communauté. La Suisse se trouve, tout comme l'Autriche, au cœur de ce continent; elle était prédestinée à devenir le centre de cette nouvelle Europe, au lieu de figurer comme tache blanche sur la carte.

Mais comme les Suédois et les Autrichiens, les Suisses considèrent apparemment que leur neutralité est un bien irremplaçable, auquel ils sacrifient l'unité européenne. Personnellement, je ne partage pas cette vision des choses. Vouloir par principe se tenir à l'écart de tout conflit est à mes yeux un signe de petitesse et non de sagesse. Et le seul argument invoqué pour justifier cette attitude mesquine – le fait d'être ainsi épargné par des conflits armés – n'est pas pertinent: comme on le sait, la Belgique neutre a été envahie sans problème par les troupes hitlériennes. Si la Suisse a été épargnée, elle le doit uniquement – cela ressort des procès-verbaux du haut commandement allemand – à sa puissance militaire et nullement à sa neutralité.

L'Europe unie de demain, c'est beaucoup plus que la somme des avantages qu'elle peut offrir sur le plan économique et sur celui de la sécurité: c'est la vision d'une Europe d'où le nationalisme serait définitivement banni (d'un avenir où l'on sera fier d'être Européen, que l'on soit d'origine suisse, allemande ou française), la vision d'une unité culturelle née de la diversité, la vision de la liberté intellectuelle et physique, la vision d'une renaissance de «l'Occident» en tant que puissance mondiale autant sur les plans économique et militaire que sur ceux de la culture et de la société.

Il me semble qu'on devrait, même et surtout en Suisse, sacrifier le cantonalisme qui a cours dans ce pays au rêve d'une Europe unie, qui est aussi vaste que l'art baroque et que l'esprit du siècle des Lumières.

Peter M. Lingens, Vienne

Pas de traitement de faveur pour la Suisse

Je ne suis pas Suisse, je suis Allemand. Et comme tel, je dirai, en modifiant un peu une phrase de Karl Kraus: «L'histoire n'est plus non plus ce qu'elle était.» En d'autres termes, celui qui la considère comme une valeur immuable et qui méconnaît que son propre est d'évoluer, ne pourra pas comprendre l'événement historique que constitue la création en Europe d'un marché intérieur commun, avec toutes les conséquences politiques que cela comporte. Une dynamique s'est mise en marche, entraînée par une idée très ancienne, sans cesse renouvelée, et qui est devenue aujourd'hui un grand dessein. Comme petit pays, la Suisse sera beaucoup trop touchée pour pouvoir prétendre jouer un rôle spécial.

Placée devant le dilemme: devenir membre à part entière de la CE ou s'isoler de celle-ci, elle essaie de faire de nécessité vertu. Elle aimerait maintenir sa «capacité d'intégration dans l'Europe». Cela ressemble un peu à un certificat d'aptitude à la procréation. Je pourrais, si je voulais, mais je ne veux pas. Ou pas encore. Et pourtant les objectifs politiques et économiques de la Suisse et de la CE sont quasiment les mêmes.

Les Suisses seront-ils un jour des Européens de deuxième catégorie? N'auront-ils plus besoin de se préoccuper de la «surpopulation étrangère» parce que, de toute façon, plus personne ne cherchera à obtenir leur passeport? Comme je suis Allemand et non pas Suisse, je souhaiterais que le design suisse de la démocratie marque l'aménagement intérieur de la maison européenne.

Chers Suisses, faites un bon usage de vos moyens. Ne comptez pas sur un traitement de faveur. Mais ma prière sera sans doute vaine. Chez nous, il y a même beaucoup de personnes qui souhaiteraient que l'Allemagne retrouve ses frontières de 1937. Hisser le drapeau européen au Saint-Gothard? Le Liechtenstein aussi, c'est bien beau. Sans doute. Seulement, cela ne répond pas aux besoins de la Suisse.

Jürgen Engert, Berlin-Ouest